

2010  
PARIS  
MONDIAL DE  
L'AUTOMOBILE  
2-17 OCTOBRE

LE POINT DE VUE  
DE THIERRY HESSE : page 4

SPÉCIAL MONDIAL 2010

ÉDITORIAL

par **Marc Teyssier d'Orfeuil**,  
Délégué général du Club des Voitures Écologiques



La voiture  
écologique  
au cœur du  
Mondial

Suite au Mondial de l'automobile de Paris, je tiens à remercier et féliciter Thierry Hesse pour cette édition largement marquée par le développement durable. A l'occasion des RIVE, le commissaire général du salon avait annoncé cette mise à l'honneur des véhicules écologiques. Le Club était naturellement présent pour ce temps fort de l'industrie automobile au sein du hall 2.1. Ce dernier était réservé aux énergies nouvelles, avec la possibilité cette année d'essayer les véhicules électriques sur le circuit EDF. Chefs d'Etat, ministres, parlementaires ont

répondu à l'invitation du Mondial. Au cours de ces 15 jours nous avons construit dans le cadre du Club des échanges entre décideurs publics et privés. 5 réunions ont ainsi été animées par le Club en 2 semaines. Louis Nègre, Sénateur, Alfred Trassy-Pailloques, Député et Catherine Dumas, Sénateur ont de plus invité leurs collègues parlementaires à parapher la charte du club des voitures écologiques. Nous avons recueillis plus d'une vingtaine de signatures. Les élus locaux et nationaux témoignent ainsi leur mobilisation à ce sujet.

# air libre

AUTOMNE-HIVER 2010 • N°4

## Le journal du club des Voitures Écologiques

INTERVIEW



**Louis Nègre**, Sénateur-maire des Alpes-Maritimes – Rapporteur du Volet Transports du Grenelle II. Co-Président de TDIE, Premier vice-Président du GART

“Notre club dépasse les traditionnels clivages politiques et économiques”

**Air libre :** Le chef de l'Etat a invité le 1er octobre dernier les acteurs de la filière automobile à échanger sur l'avenir de la filière. Vous participiez à cette table. Qu'avez-vous retenu de ces débats ?

**Louis Nègre :** Le Président de la République nous a clairement rappelé le soutien de l'Etat vis-à-vis de l'émergence du véhicule électrique. Le Plan véhicules décarbonés qu'il a confié à Jean-Louis Borloo n'a pas d'équivalent dans le monde, et beaucoup de pays nous envient cette volonté forte de soutenir la filière.

C'est dans ce cadre que le Premier Ministre et le Ministre d'Etat m'ont fait l'honneur de me confier la rédaction du Livre Vert, véritable guide pratique pour les collectivités souhaitant développer les infrastructures de recharge. À ce sujet, nous avons eu le plaisir d'apprendre en table ronde que l'Etat était prêt à financer jusqu'à 50% du développement de ces premières bornes, nécessaires à l'émergence de ce nouveau marché.

**Air libre :** Vous avez accepté de présider les échanges organisés par le club le 5 octobre dernier sur notre stand. Quel intérêt y avait-il pour vous dans le cadre de votre mission ?

**Louis Nègre :** Il est essentiel pour un parlementaire en mission d'avoir un retour des acteurs économiques en contact avec le consommateur final. Nous souhaitons permettre l'émergence des véhicules décarbonés, qui ne sera possible que si nos concitoyens sont convaincus qu'ils ont un intérêt à l'acheter. Lors de ces échanges avec les membres du club, j'ai par exemple été heureux d'entendre le groupe Mobivia (Norauto, Midas, O2 city) m'indiquer que leurs clients étaient prêts à penser différemment la mobilité, et à faire le pari de l'électrique... Ce club dépasse les traditionnels clivages politiques et économiques pour fédérer les acteurs de la filière automobile, ce qui est essentiel notamment pour le développement des infrastructures de recharge. Dans le cadre du Livre Vert, l'échange et la transversalité entre tous les acteurs sont précieux, dans la mesure où tous seront impactés dans les choix qui seront rendus prochainement par le Gouvernement.



« L'incitation vaut bien mieux que l'interdiction »



C'est en ces termes que le chef de l'Etat **Nicolas Sarkozy** a ouvert la table ronde avec les principaux acteurs de la filière automobile lors de la journée presse du Mondial : **Jean-Louis Borloo, Christian Estrosi, Louis Nègre, Carlos Ghosn (Renault - Nissan), Philippe Varin (PSA), Henri Proglgio (EDF), Michel Rollier (Michelin), Gildo Pastor, (Venturi), Claude Cham (FIEV) et Xavier Fels (CCFA).**

**R**appelant que « l'automobile est l'enfant le plus prometteur du Grenelle Environnement », le chef de l'Etat s'est félicité des résultats obtenus par le bonus-malus, qui a permis aux ventes françaises de résister mieux que d'autres durant la crise, tout en faisant des constructeurs nationaux les champions du monde des véhicules les moins

émetteurs de CO<sub>2</sub>. Le Président de la République a également souligné que « *élection ou pas élection, crise ou pas crise, la politique industrielle, c'est du long terme* », rappelant par là même la nécessité pour les acteurs de la filière d'avoir une lisibilité sur les incitations mises en place par l'Etat afin de rendre les véhicules de plus en plus respectueux de l'environnement.

**Carlos Ghosn** a confirmé les propos du Chef de l'Etat en se félicitant de la collaboration publique - privée mise en place en France afin de favoriser l'émergence du véhicule électrique, permettant à Renault de proposer dès l'année prochaine à la vente 4 modèles zéro émission, à un prix comparable à celui de leurs équivalents thermiques. Cette association entre public et privé permet de créer les conditions de l'émergence de ce nouveau marché.

**Henri Proglgio** remarque en effet suite à une étude récente que 70% des Français s'intéressent aux véhicules électriques, et que 95% de l'électricité française est

→ → → suite de l'article page suivante

INTERVIEW

### L'enjeu pour la CREA



**Laurent Fabius**, Ancien Premier Ministre, Président de la Communauté d'agglomération Rouen Elbeuf Austreberthe (CREA)

Vous faites partie des 12 collectivités pilotes qui se sont engagées le 13 avril dernier aux côtés de l'Etat des constructeurs à développer les infrastructures de recharge à Rouen. Qu'attendez-vous du Livre Vert actuellement rédigé par le Sénateur Louis Nègre ?

La CREA est l'une des premières à s'être engagée à mettre en place, dès 2011, un réseau d'infrastructures de recharge sur son territoire. L'Etat avait annoncé qu'il soutiendrait les collectivités sur ce dossier important. Je souhaite que le Livre Vert permette de clarifier la réalité de cet engagement.

Vous avez signé le 13 octobre dernier une convention avec Patrick Pelata, Directeur général délégué aux opérations de Renault, sur le Mondial de l'Automobile. Pouvez-vous nous en indiquer le contenu ? Quels sont les enjeux pour votre collectivité ?

Le partenariat comporte trois axes : une expérimentation in situ dès mars 2011 autour d'une quarantaine de véhicules électriques ; la mise en place d'un premier réseau d'infrastructures de recharge sur le territoire ; et l'organisation en 2011 des "Cités de la mobilité durable", pour promouvoir le véhicule électrique auprès du grand public. L'enjeu est de renforcer la place de la CREA comme leader dans le domaine de l'industrie automobile durable. Notre territoire accueille notamment l'usine Renault Cléon et le siège du pôle de compétitivité mondial MOV'EO. L'industrie du futur se construit aujourd'hui.

NOS MEMBRES FONDATEURS



# L'actualité du Club : vu au mondial



200 décideurs publics - privés ont répondu à l'invitation du chef de l'Etat

→ → → suite de l'article table ronde

décarbonée. EDF se dit prêt à fournir l'énergie nécessaire pour le rechargement des véhicules électriques qui arrivent sur le marché, tant au domicile des utilisateurs que dans les entreprises. Les investissements nécessaires

à cette nouvelle mobilité se font aux côtés des entreprises et des collectivités territoriales.

Le Sénateur **Louis Nègre** présente quant à lui à ce sujet la mission que lui ont confiée le Premier Ministre **François Fillon** et le Ministre d'Etat **Jean-Louis Borloo** : rédiger un Livre Vert, véritable guide pratique pour les collec-

tivités souhaitant s'équiper en bornes de recharge.

A ce sujet, le Président de la République précise que l'Etat se dit prêt à financer jusqu'à 50% du développement des infrastructures. Il souhaite « réconcilier la France et le succès, la France et les projets ».



## SAS LE PRINCE ALBERT II DE MONACO ET SE BERNARD FAUTRIER ACCUEILLIS PAR PHILIPPE GOUJON, DÉPUTÉ-MAIRE DU 15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT, SUR LE STAND DU CLUB



Philippe Goujon, Marc Teyssier d'Orfeuille, Thierry Hesse, SAS le Prince Albert II, SE Bernard Fautrier.

Au programme de la visite officielle du chef de l'Etat monégasque, le Hall 2.1. consacré aux énergies nouvelles était incontournable. SAS le Prince Albert II a souhaité également rappeler son engagement aux côtés du club. Après son soutien sans faille lors de la première édition des Rencontres Internationales des Voitures Ecologiques (RIVE) des 7 et 8 juillet derniers à Alès, un arrêt programmé au stand a permis de dialoguer quelques temps avec Philippe Goujon, Député-maire du 15<sup>e</sup> arrondissement et vice-Président du CVE, Marc Teyssier d'Orfeuille, délégué général, et quelques uns des membres présents sur le stand du club.

L'occasion pour tous de rappeler l'engagement du club lors du prochain salon EVER, qui aura lieu du 31 mars au 3 avril 2011, pour lequel une délégation participera aux échanges organisés par la principauté.



## 12 OCTOBRE 2010 STAND DU CVE ALFRED TRASSY-PAILLOGUES : RÉCONCILIONS ÉCOLOGIE ET MOBILITÉ »

Le Président du groupe d'études automobile de l'Assemblée nationale rappelle que son rôle est d'accompagner, d'observer et d'analyser l'industrie automobile française afin de la rendre la plus performante possible. Invité d'honneur de la réunion, il a écouté les membres du Club et précisé sa vision.

**A**lfred Tracy-Paillogue indique que la voiture se doit d'être sûre, économique et écologique, tout en restant un achat plaisir. Les voitures écologiques ont également un effet sur la conduite, et il pourrait être intéressant de chiffrer le coût pour la société d'une baisse significative de l'accidentologie liée aux comportements plus citoyens des « éco-conducteurs ». Par ailleurs, les Rencontres Internationales des Voitures Ecologiques ont montré la grande frilosité des sociétés de parking ou d'assurance à venir parler en conférence de ce qu'ils mettent en place au quotidien pour favoriser l'émergence de véhicules écologiques.

Pour **Bernard Darniche**, président de citoyens de la route et journaliste pour Radio France, il y a urgence. Dans l'émission qu'il anime, il a la chance d'avoir un retour direct de nos concitoyens. L'exaspération des 9 millions d'automobilistes qui payent une amende et perdent des points pour 2 ou 3 kilomètres / heure au dessus de la limitation risque selon le journaliste de peser dans la balance aux prochaines présidentielles, notamment quand le Président de la République indique qu'il ne lâchera pas « les assassins de la route ». Le journaliste a l'impression que personne n'ose dire au Président qu'en rendant coupables les citoyens qui se déplacent, on diminue d'autant leur mobilité. Pour lui, cette chute à un coût direct sur l'économie, qui se chiffre en pourcentage du PIB. Cette thèse, également portée par l'écono-



miste Christian de Saint Etienne, Conseiller de Paris, membre du conseil d'analyse économique auprès du Premier Ministre, pourrait donner lieu à une rencontre du club prochainement.

**Marc Teyssier d'Orfeuille** confirme que depuis des années, les collectivités investissent dans les transports en commun, pour un recul de la voiture de 5% seulement. Or, il est primordial de tenir compte de l'usage du véhicule : si l'électrique est en effet une solution fort prometteuse pour l'intra-urbain, il est utile de proposer des solutions aux familles qui souhaitent partir en vacances.

De fait, pour nous assurer du bon fonctionnement et de la continuité des actions entreprises, Bernard Darniche propose de créer une « agence de la mobilité », un système de gouvernance qui puisse prendre des décisions, apolitique mais qui intègre les politiques, et qui regroupe les transports, l'urbanisme, l'énergie, ... Aujourd'hui, la segmentation de ces activités crée des divergences alors que nous aurions besoin de cohérence.

Exemple : il y a 4 ans sur ce Mondial, le Gouvernement lançait à grandes pompes le bioéthanol E85. Aujourd'hui, toute la communication

est centrée sur l'électrique. Pour Bernard Darniche, c'est une erreur : les véhicules électriques ne seront pas achetés par nos concitoyens à 35 000 euros alors que des voitures se vendent aujourd'hui à 7000 euros tout en correspondant à des usages bien plus larges. Communiquer sur la seule électricité alors qu'il existe le GPL, le GNV, le E85, et que nous pourrions imaginer des hybrides fonctionnant avec ces énergies alternatives, le président de citoyens de la route estime que c'est destructeur.

**Nicolas Riolland**, responsable des relations extérieures de la CGB, et **Sabine Gibier**, responsable des relations extérieures du CFBP, abondent en ce sens. L'évaluation du coût de la non mobilité est nécessaire.

Il serait pertinent en outre d'établir une matrice à communiquer à tous, qui indique quelles solutions sont disponibles pour quels usages du véhicule. De plus, il est nécessaire de bâtir une fiscalité automobile plus cohérente et dans la continuité. Par exemple dans les carburants, il est aisé de comprendre aujourd'hui les incitations en faveur du GNV, du GPL, de l'électricité ou du E85. En revanche, comment expliquer que l'Etat offre 18 centimes par litre de gasoil si l'on souhaite diminuer la part de véhicules diesel en France, et assurer ainsi un mix énergétique équilibré, tout comme le prône une directive européenne à venir ?



## 23 parlementaires co-signent la charte du Club des voitures écologiques

Avec près d'une quarantaine de signataires de sa charte, dont 23 parlementaires, le Club des Voitures Ecologiques a pleinement joué son rôle de carrefour entre décideurs publics et privés au sein de l'événement automobile le plus visité de la planète.



Carine Abecassis, Marc Teyssier d'Orfeuille, Jean-Marc Pastor.



Louis Nègre, Jean-Paul Emorine et Gérard Cornu.



Patrick Ollier, Député-maire de Rueil-Malmaison.



Louis Giscard d'Estaing, Chantal Jouanno découvre la charte.



Jean-Paul Anciaux, Lionel Tardy, Patrick Ollier, Alfred Tracy-Paillogue, Laure de la Raudière et Gérard Gaudron.



Jean-Paul Anciaux, Lionel Tardy, Patrick Ollier, Alfred Tracy-Paillogue, Laure de la Raudière et Gérard Gaudron.

Emmenés notamment par **Alfred Trassy-Paillogues**, Député-maire de la Seine-Maritime, président du groupe d'études automobile, 15 députés se sont engagés aux côtés du Club lors de leur visite au Mondial de l'Automobile : **Patrick Ollier**, alors Député-maire des Hauts de Seine, Président de la commission des affaires économiques, **Philippe Goujon**, Député-maire du 15<sup>e</sup> arrondissement, vice-Président du club, **Jean-Paul Anciaux**, Député de Saône et Loire, **François Loos**, Député du Bas Rhin, **Max Roustan**, Député-maire du Gard, **Jean-Marie Sermier**, Député-maire du Jura, **Lionel Tardy**, Député de Haute-Savoie, **Laure de la Raudière**, Député d'Eure et Loire, vice-Présidente de la commission des affaires économiques, **Yves Vandewalle**, Député des Yvelines, **Daniel Fidelin**, Député de la Seine-Maritime, **Philippe Morenvillier**, Député-maire de Meurthe et Moselle, **Bernard Brochand**, Député-maire des Alpes-Maritimes, **Françoise Briand**, Députée de l'Essonne, **Louis Giscard d'Estaing**, Député du Puy-de-Dôme, Président de la commission des finances, **Gérard Gaudron**, Député de Seine Saint-Denis. Sept Sénateurs ont eux aussi montré leur soutien aux activités du Club, au rang desquels **Louis Nègre**, Sénateur-maire des Alpes-Maritimes et Rapporteur du volet transports du Grenelle II, **Jean-Marc Pastor**, Sénateur du Tarn et Questeur du Sénat, **Marcel Deneux**, Sénateur de la Somme, vice-Président du club, **Jean-Paul Emorine**, Sénateur de Saône-et-Loire, Président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et ses vice-Présidents **Pierre Hérisson**, Sénateur de Haute-Savoie et **Gérard Cornu**, Sénateur d'Eure-et-Loir, également président du groupe d'études automobile au Sénat.



**Yves Theulé**, Directeur Général Adjoint de GNVert, confirme qu'il n'y a aucune énergie idéale, mais bien des énergies honorables. C'est très important d'arrêter de faire croire qu'il n'y a qu'une seule solution, et l'électrique ne résoudra pas tous nos problèmes de mobilité. L'idée de la matrice usage / énergie lui paraît très pertinente, et il l'appelle de tous ses vœux.

**Alfred Trassy-Paillogues** de conclure : le chiffrage de la non mobilité en terme de perte de PIB est fort pertinent, et le président du groupe d'études automobile serait très heureux de pouvoir échanger prochainement avec l'économiste Christian de Saint Etienne dans le cadre du club.

# Animer les échanges publics-privés



## 11 OCTOBRE 2010, FORUM HALL 2.1. VOITURES ÉCOLOGIQUES : DE L'IMPORTANCE D'UN MIX ÉNERGÉTIQUE

Les plus grands responsables des énergies alternatives étaient présents pour présenter aux visiteurs du Mondial la complémentarité de leurs solutions, qui répondent à un certain usage de la voiture. Karine Vernier, Présidente de GNVERT, Joël Pedessac, Directeur général du CFBP pour le GPL, ou encore Alain Jeanroy, Directeur général de la CGB, pour le bioéthanol E85, rappellent ensemble que la voiture d'aujourd'hui et de demain ne sera pas seulement électrique.

### Marc Teyssier d'Orfeuil

rappelle que le club, co-présidé par des élus de toutes tendances politiques, avec Serge Lepeltier, ancien ministre de l'écologie, Michel Destot, Député-maire de Grenoble, Président de l'AMGVF, Marcel Deneux, Sénateur de la Somme et Philippe Goujon, Député-maire du 15<sup>e</sup> arrondissement, regroupe aujourd'hui près d'une centaine de parlementaires. Depuis sa création il y a deux ans et demi, il porte le message qu'il n'existe pas une seule solution, mais bien une pluralité de solutions complémentaires. De fait, les incitations portées par le Club, au rang desquelles le disque vert, qui offre une heure trente de stationnement gratuit en voirie, le panneau « Bienvenue au GPL » à l'entrée des parcs, ou encore l'instauration d'un éco-prêt à taux zéro automobile sous condition de ressources sont autant d'illustrations concrètes de sa volonté de proposer à nos concitoyens l'ensemble de ces possibilités. C'est eux qui choisiront les voitures qui correspondent le mieux à leur usage.

Joël Pedessac souligne que le problème de la dis-



tribution du carburant est régulièrement soulevé par les consommateurs. Avec 1800 stations services distribuant du GPL en France, et 27000 à travers l'Europe, le maillage est aujourd'hui suffisant pour parcourir le continent au volant d'une voiture GPL. A 70 centimes d'euro le litre, le GPL permet avec un plein de 25 euros de faire 400 km, soit environ deux fois moins cher que quand on roule à l'essence. En outre, le véhicule GPL coûte moins cher à l'achat. Aujourd'hui, pour exemple, pour 6000 euros, il est possible de repartir au volant d'une Dacia Sandero GPL neuve, du fait du bonus écologique de 2000 euros décidé par les pouvoirs publics. Cette incitation existe du fait que le carburant émet entre 10 à 16% de CO<sub>2</sub> en moins que les véhicules thermiques, et quasiment pas de dioxydes d'azote ou de particules. Enfin, il permet de diminuer la dépendance énergétique de la France en diversifiant le mix énergétique.

Alain Jeanroy présente quant à lui les avancées de la filière bioéthanol. Il indique qu'un quart des stations services proposent aujourd'hui du SP95 E10, qui comporte 10% d'éthanol. L'Europe a décidé que d'ici 2020, les essences devraient être mélangées avec cette énergie renouvelable à hauteur de 15%. Pourquoi cette décision ? Car lorsqu'un litre d'essence est remplacé par un litre de bioéthanol, 60% de CO<sub>2</sub> en moins sont émis dans l'atmosphère : la plante nécessaire à la fabrication du biocarburant le capte, puis le rejette. De fait, le directeur général de la CGB se dit optimiste : avec 14000 véhicules en circulation, et seulement 320 stations service qui distribuent aujourd'hui du E85, les constructeurs de véhicules flex-fuel vont pousser les distributeurs de carburant à proposer le bioéthanol E85 à la pompe. A 0,85 euro le litre, il permet tout en roulant propre d'économiser entre 25 et 30 cents d'euro par litre consommé. Enfin, il est tout à fait possible d'imaginer que les véhicules hybrides de demain rouleront à l'électricité et au superéthanol E85, ou au GPL.

Marc Teyssier d'Orfeuil résume : le véhicule écologique est dès aujourd'hui disponible, et il l'est pour tous, et non pas seulement pour ceux qui ont les moyens.

## 6 OCTOBRE 2010, FORUM HALL 2.1. LES RIVE 2011 AURONT LIEU A ALES LES 6 ET 7 JUILLET PROCHAIN

Près de 1500 décideurs publics et privés ont répondu à l'invitation du député-maire d'Alès les 7 et 8 juillet derniers, pour la première édition des RIVE. Jean-Louis Legrand, délégué interministériel du plan véhicule décarboné, Nathalie Morlot, Présidente de la Fonderie d'Événements Publics et Marc Teyssier d'Orfeuil, délégué général du CVE, ont profité du Mondial pour partager cet événement aux côtés de Max Roustan.

C'est acté. Les Rencontres Internationales des Voitures Écologiques auront bien lieu les 6 et 7 juillet 2011 à Alès. Max Roustan et Marc Teyssier d'Orfeuil ont su démontrer la pertinence de leur choix d'organiser cet événement décentralisé sur le seul circuit au monde au cœur d'un parc national protégé : les Cévennes. La convivialité, le cadre exceptionnel et la richesse des échanges ont emporté l'adhésion de SAS le Prince Albert II, Valérie Létard, Jean-Claude Gaysot, de la douzaine de parlementaires, au rang desquels Louis Nègre, ou encore Alfred Trassy-Paillogues, de la cinquantaine de partenaires publics, privés, de la cinquantaine de collectivités, et des 1500 congressistes qui ont fait le déplacement pour assister au 12 conférences et ateliers organisés sur les deux jours.

Jean-Louis Legrand rappelle que le pari de déplacer tout ce monde à Alès n'était pas gagné, et que l'ambition est de multiplier par deux ou par trois tous ces chiffres dès l'année prochaine. « Il s'agit de mettre les représentants de l'Etat autour de la table d'une manifestation où tout le monde se retrouve, dont la valeur ajoutée ne se mesure pas à des chiffres, mais au fait que tout le monde est là, pour communiquer avec tout le monde. »

L'occasion de rappeler que les élus, quelle que soit leur tendance politique, et les professionnels de toute la filière sont au cœur des changements qui s'annoncent : les acheteurs et gestionnaires de flottes, le stationnement, avec le disque vert, le panneau « Bienvenue au GPL », mais aussi les sociétés d'autoroute avec pourquoi pas la mise en place d'un péage autoroutier à tarification préférentielle, sont autant de leviers qui permettent à nos concitoyens de préférer des véhicules



Le forum du Mondial de l'Automobile lors de la réunion organisée par le club : J.L. Legrand, Marc Teyssier d'Orfeuil, Max Roustan, Nathalie Morlot.

GPL, GNV, E85, électriques ou hybrides, plus respectueux de notre environnement.

Chacun a pu profiter également du circuit du Pôle Mécanique d'Alès pour essayer les voitures écologiques dès aujourd'hui disponibles. 50 véhicules ont permis près de 2000 essais cumulés. Pour l'anecdote, Max Roustan a rappelé le passé minier du site, profitant des RIVE pour rappeler sa volonté de faire passer sa ville « du charbon au décarboné ».

En outre, Jean-Louis Legrand rappelle qu'Honda a donné la possibilité d'essayer sur circuit une voiture à pile à combustible, alors même qu'il en existe très peu dans le monde. C'était une première en France. Le Mondial de l'Automobile a lieu tous les deux ans. L'année prochaine, en 2011, ça sera l'occasion pour les constructeurs et ceux qui le souhaitent de venir présenter leurs nouveautés à Alès.

Marc Teyssier d'Orfeuil remercie Thierry Hesse, commissaire général du Mondial, d'être venu à Alès apporter son soutien dans la conférence de clôture, et d'avoir donné la possibilité au club d'accueillir les parlementaires sur son stand. Côté convivialité, Nathalie Morlot souligne l'originalité du site, sur lequel il lui a été possible de mettre en place une terrasse d'échanges surplombant l'ensemble du circuit. Côté networking, le pari était réussi. La volonté affichée pour la prochaine édition : poursuivre l'internationalisation des échanges, proposer aux candidats à l'élection présidentielle de venir exposer leurs engagements en faveur de la mobilité durable, afin de continuer à faire d'Alès le Davos de la voiture écologique. Rendez-vous est pris les 6 et 7 juillet 2011.

BIENVENUE  
AU CLUB

DBT

Hervé Borgoltz, Président directeur général de DBT



Le Club est un carrefour d'idées au sujet des voitures écologiques.

Nous sommes à un moment essentiel pour la voiture électrique : le marché émergera s'il est accompagné du développement d'infrastructures de charge visibles sur le territoire. Nous nous devons d'accompagner ces changements grâce à notre expertise sur ce sujet depuis près de 15 ans. De fait, nous allons enrichir et alimenter les réflexions du Club à un moment où les décideurs publics ont besoin de comprendre et de mesurer tous ces enjeux.



Gimélec

Alain Le Calvet, Délégué général adjoint de Gimélec



Le Gimélec (Groupement des Industries de l'Équipement Électrique, du Contrôle-Commande et des Services associés), rassemble 230 entreprises qui fournissent des solutions

électriques et d'automatismes sur les marchés de l'énergie, du bâtiment, de l'industrie et des infrastructures. Face aux objectifs ambitieux de l'Europe et de la France en matière d'économie d'énergie et de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, les entreprises membres du Gimélec s'inscrivent dans une dynamique de développement durable. Le travail sur les infrastructures de recharge pour le véhicule électrique en est un exemple emblématique. Le Gimélec considère que l'infrastructure de recharge du véhicule électrique doit respecter le plus haut niveau d'exigence en matière de protection des consommateurs et ne pas dégrader l'acquis normatif sur le plan de la sécurité des installations électriques. Ces infrastructures doivent être fiables, normalisées et sécurisées. La prise dédiée à la recharge du véhicule électrique doit tenir compte de l'augmentation des puissances mises en jeu et du fait que la majorité des points de recharge seront dans l'habitat ou sur les lieux de travail, donc accessibles à des publics non professionnels voire vulnérables (enfants), en un très grand nombre de points.

Les responsables politiques locaux et nationaux par leurs forts engagements en direction du véhicule électrique seront les garants de cette sécurité. Nous nous emploierons à les accompagner dans cette démarche grâce à notre haute expertise en la matière pour réussir ensemble le déploiement du véhicule électrique. Cette exigence de l'excellence a motivé notre adhésion au Club pour développer nos liens avec les décideurs politiques. Il va permettre de renforcer cette action, en particulier en participant et en contribuant aux différentes manifestations auxquelles le Club prend part avec un succès incontestable.

# Développer les infrastructures de rechargement sur tout le territoire



**05 OCTOBRE 2010 - STAND DU CVE, ÉCHANGES LIBRES AVEC LE SÉNATEUR LOUIS NÈGRE**

**Le Premier Ministre à récemment confié au Sénateur Louis Nègre la rédaction du Livre Vert, véritable guide pour les collectivités locales souhaitant s'équiper d'infrastructures de recharges. L'occasion d'échanger avec les membres du Club.**

**Louis Nègre**, Sénateur-maire des Alpes-Maritimes



Nous avons aujourd'hui douze collectivités locales qui se sont portées pilotes, par la Charte du mois d'avril 2010. Ensuite, La Rochelle a souhaité rejoindre la liste ainsi que Monaco, dans le cadre de la manifestation RIVE.

Dans les années 1990-2000, nous avons eu une expérience malheureuse. Pour un certain nombre de nos collectivités locales, il reste l'idée que ce système n'a pas très bien fonctionné. J'ai renouvelé publiquement deux fois mes remarques aux constructeurs en ce qui concerne l'autonomie ; s'ils vendent un véhicule qui fait 160 km d'autonomie, il faut qu'ils précisent que c'est sur banc.

Dans un relief un peu tourmenté le véhicule ne fait peut-être que 120 km. Concernant l'appel d'offre de La Poste, il est bon de rappeler qu'il est unique au monde. Les industriels japonais ont indiqué que le plan français était le plus abouti qu'ils aient vu au monde.

**Christelle Chabredier**, déléguée développement durable chargée pour le corporate du Groupe La Poste de la coordination du groupement de commande (de véhicules électriques)



La Poste a un long passé dans le Véhicule Electrique. Nous avons lancé, en 2007, un appel d'offres, pour lequel on a eu des difficultés à avoir des réponses industrielles. Dans ce cadre, La Poste a réalisé un rapport, à la demande de Jean-Louis Borloo.

Au dernier Mondial de l'Automobile en 2008, après la crise financière, c'est notre Président, Jean-Paul Bailly, qui a été missionné par le gouvernement pour coordonner la demande de véhicules électriques, avec d'autres acteurs, disposant de flottes captives. Par la suite, on est allé plus loin, en créant un groupement de commandes. Avec mes collègues de l'UGAP et des juristes, nous avons mis au point une convention et un système très original, basé sur le dialogue compétitif, qui a lieu actuellement.



**Didier CUAZ**, Directeur des activités nouvelles ERDF

ERDF est bien sûr dans les travaux du Livre Vert depuis le début. On participe égale-



Louis Nègre présidant les échanges sur le stand du club des voitures écologiques

ment, aux groupes internationaux. Il faut réfléchir avec tous les projets pilotes et les collectivités locales, à quelles vont être les conditions et les impacts des infrastructures de charge sur le réseau électrique. La France possède en prévisionnel des millions de véhicules pour les années à venir. On a des coûts de raccordement, à la charge du demandeur. Ainsi que des coûts de renforcement du réseau. Il faut faire attention à faire des études avant l'implantation des bornes.

**Jérôme RISCHARD**, Directeur, Automotive alliances, Better place  
Pour nous, le modèle est très simple, même si la mise en place est complexe. La charge lente c'est 90% des besoins. Notre modèle, c'est l'échange de batteries qui permet d'allonger l'autonomie et de rassurer au maximum l'automobiliste.

Cela amène à la question suivante, qui devra payer ? Installée la station coûte de 1,8 à 2 millions d'Euros.



**Bénédicte Barbry**, Directrice de la communication et du développement durable Mobivia groupe

Notre entreprise fait partie du groupe MOBIVIA. Aujourd'hui, il faut rendre ces véhicules les plus accessibles possible. Pour nous, l'accessibilité, on la vit au quotidien à travers notre enseigne, car on a à peu près 20 millions de clients automobilistes.

Depuis 2007, on a une vraie demande. On a la conviction que l'enjeu est sur l'accessibilité, des voitures et des prises de recharge. Il y a également le prix : les engagements de l'Etat, évidemment, y seront éminemment favorables. Il faut aussi que les entreprises jouent leur rôle en proposant une offre qui soit la plus fiable et la

plus adaptée aux besoins. On a la chance d'avoir un maillage sur le territoire français, qui permettra progressivement de démocratiser et de rendre le plus accessible possible une offre très large.

**Christophe Chevreton**, Directeur du programme Véhicule Electrique Renault

On a évoqué à plusieurs reprises le fait que le fond du problème sur le véhicule électrique, c'était le prix. On a été très fier, de pouvoir montrer sur notre stand quatre véhicules électriques, dont deux véhicules qui ont leur prix révélé. Le Kangoo, est annoncé à 15 000 € HT, prime d'Etat déduite, plus 72 € par mois de location de batterie.

La Fluence, est à 25 000 € HT, plus 79 € par mois pour la batterie. J'avais un autre commentaire par rapport aux problèmes d'autonomie. Sur nos véhicules, nous allons mettre un système de gestion de la charge, car ça dépend énormément des usages.

**Florian Prevost**, Chargé de mission au département véhicule de l'UGAP



L'UGAP a deux casquettes : une casquette Etat (l'Etat s'est engagé à commander un certain nombre de véhicules), et au niveau des collectivités, on comprend bien la demande qui nous est faite régulièrement, pour savoir où on en est, quelle en sera l'issue, etc.

Ça commence à frémir vraiment côté collectivités. À partir du moment où le succès de la procédure sera au rendez-vous, on aura eu des véhicules avec des TCO relativement proches des véhicules thermiques.

## VU DU MONDIAL

### LE CLUB A ASSURÉ SON RÔLE D'INTERMÉDIATION ET DE PÉDAGOGIE EN DIRECTION DE NOS ÉLUS.



**Thierry Hesse**, Commissaire général du Mondial de l'Automobile

Le mondial de Paris est une vitrine de l'industrie automobile et du savoir-faire technologique des industriels français.

Ces derniers ont fait la démonstration de leurs avancées en matière de véhicules écologiques. Par ailleurs, nous avons regroupé cette année l'ensemble des acteurs de la filière sur plus de 13 000 mètres carrés. Un record ! Une piste d'essai avait également été prévue. Elle a connu un succès incontestable, avec près de 10 000 essais en 15 jours.

Ce fut l'occasion de présenter au public, ainsi qu'aux élus locaux et nationaux nos voitures de demain. En 2012, nous associerons plus encore les collectivités territoriales, actrices incontournables à ce sujet.

Dans ce hall, nous avons également organisé un forum au sein duquel industriels, politiques, et visiteurs ont pu échanger sur cette thématique. Nous enrichirons encore ce forum pour la prochaine édition.

Force est de constater que la couverture médiatique du salon, avec près de 13 000 journalistes de 103 pays, a été encore exceptionnelle.

Enfin, j'ai été très heureux d'accueillir le Club au mondial qui a ainsi pu recevoir de nombreuses personnalités politiques et a assuré son rôle d'intermédiation et de pédagogie en direction de nos élus.

Nul doute que nous continuerons plus encore à échanger et travailler ensemble à l'occasion du Mondial de l'automobile et des RIVE. En dernier lieu, je tenais à saluer le travail de Jean-Louis Legrand et son partenariat efficace pour le succès de ce hall.



## NICE, LE 25 OCTOBRE 2010 - PREMIER SALON AUTOBIOMOBILE

**Le Club des Voitures Ecologiques pilote les quatre conférences de la journée professionnelle**

La Jeune Chambre Economique de Nice Côte d'Azur, associée à la Fédération Régionale des Jeunes Chambres Economiques de PACA, a décidé cette année de fédérer les acteurs de la région niçoise afin de sensibiliser nos concitoyens à l'utilisation de moyens de déplacements propres et économes par l'organisation du premier salon Autobiomobile à Nice, du 22 au 25 octobre 2010.

Bénéficiant notamment des soutiens de la Ville de Nice, de la communauté urbaine Nice Côte d'Azur, du Conseil général des Alpes-Maritimes, et de l'ADEME, le salon Autobiomobile a donné la possibilité au public de la région de venir découvrir près d'une centaine de véhicules faiblement émetteurs de CO<sub>2</sub>, représentants de toutes les énergies participant d'un mieux à l'environnement : bioéthanol E85, GNV, GPL, hybrides, électriques ou encore moteurs thermiques particulièrement performants.

Souhaitant intégrer dans cet événement une journée professionnelle de débats, le



Club des Voitures Ecologiques a été sollicité pour organiser 4 conférences entre acteurs publics et décideurs privés le lundi 25 octobre.

Partenaires publics et privés ont répondu à l'invitation du club : Louis Nègre, Sénateur-maire des Alpes-Maritimes, Benoît Kandel, Premier Adjoint de Nice, Président de la SEMIACS, Véronique Paquis, maire-Adjointe au développement durable, Marie-José Bandecchi, Première Adjointe de Cagnes-sur-Mer, Conseiller général, Fabien Derville, Directeur général de Mobivia groupe, Christophe Chevreton, Directeur du programme VE Renault, Christelle Chabredier, déléguée développement durable

chargée pour le corporate du Groupe La Poste de la coordination du groupement de commande de véhicules électriques, Guillaume Delmas, Directeur délégué Mobilité & Smartgrids Inéo groupe GDF Suez, Frédéric Gens, consultant VE DBT, Joël Pedessac, Directeur général du CFBP, Rémy Delepouille, Directeur des exploitations Q-Park France, Karine Vernier, Présidente de GNVERT, Isabelle Rivière, Présidente de l'AVEM et Pierre Guignot, chef de région Sud Est Honda France.

Quatre tables rondes ont rythmé cette journée d'échanges publics - privés : « Développer les infrastructures de recharge en partenariat avec les collectivités », « disque vert, stationnement : quels leviers d'incitation simples pour les collectivités », « GPL, GNV, E85 : quel mix énergétique pour les voitures écologiques » et « Achat groupé de voitures écologiques ». Les comptes-rendus des échanges sont à votre disposition sur simple demande par courriel : club-voitures-ecologiques@orange.fr